

**Réponse de Géométhane à la consultation publique du 23 juillet 2019  
n°2019-014 relative au prochain tarif d'utilisation des infrastructures de  
stockage souterrain de gaz naturel régulées en France**

---

***Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?***

Selon la compréhension de Géométhane, cette proposition de la CRE vise à contenir les investissements de développement des opérateurs dans un contexte d'achèvement de la zone unique en France et de stagnation des consommations de gaz. Or les investissements de Géométhane, qui est site ancien, sont des investissements obligatoires visant la mise en conformité réglementaire, la sécurité, la fiabilisation et la rénovation de ses installations industrielles, et non le développement du site. Dans le contexte actuel de taux très bas, cette proposition de taux différenciés pourrait être un contre-signal pour la réalisation de ces investissements indispensables au maintien en fonctionnement du site dans des conditions opérationnelles satisfaisantes.

Géométhane considère par ailleurs qu'un tel mécanisme introduit de la complexité et génère un manque de visibilité sur les conditions de rémunération des actifs. Cela est d'autant plus marqué que les modalités de fixation et d'évolution restent à définir. Cette complexité entraînerait des coûts supplémentaires de mise en œuvre et de suivi, sans gain espéré démontré.

Au final, Géométhane n'est pas favorable à ce dispositif.

***Commentaires additionnels de Géométhane : Evolution des modalités de rémunération des IEC proposée par la CRE***

Géométhane ne comprend pas la proposition de la CRE de restreindre l'assiette d'IEC à rémunérer, au seul stock d'actifs correspondant aux investissements de maturité supérieure à un an, qui n'est pas motivée par le régulateur et représenterait pour Géométhane un durcissement additionnel par rapport au mécanisme en vigueur sur la période ATS1.

En conséquence, Géométhane n'est pas favorable à cette évolution et propose de maintenir la rémunération des IEC pour l'ensemble des projets, quelle que soit leur maturité, au coût de la dette auquel s'ajoute la prime spécifique stockage : les montants engagés résultent de l'ensemble du mix de financement (en dette et en fonds propres), que ce soit avant ou après la mise en service.

***Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?***

Traitement des coûts échoués

Géométhane estime fondé et bienvenu que la CRE aborde la problématique des coûts échoués.

Géométhane indique que la couverture des coûts échoués, au même titre que les autres coûts, est en ligne avec le principe d'une régulation par les coûts (cf. réponse à la question 3).

Toutefois, Géométhane estime que ce mécanisme, dupliqué du tarif ATRT6, ne traite pas explicitement du cas particulier des éventuels coûts échoués qui pourraient être engendrés par l'évolution du périmètre fixé par la PPE et la fermeture de futurs sites : parmi les catégories proposées, ces coûts relèveraient de la catégorie « autres coûts échoués » dont la couverture au « au cas par cas » fait porter aux opérateurs de stockage un risque additionnel et pourrait être un frein à la réalisation de certains investissements. Un tel risque devrait se traduire par une prime additionnelle à ajouter au CMPC.

#### Traitement des actifs cédés

Géométhane n'est pas favorable au traitement envisagé par la CRE concernant les cessions d'actifs. Cette évolution du traitement des plus ou moins-values de cession constitue un changement du cadre réglementaire : elle génère une augmentation du risque pour les opérateurs qui n'est pas reflétée par ailleurs dans le revenu autorisé, qu'il s'agisse de sa structure ou des conditions de rémunération du risque.

Géométhane souligne par ailleurs que les coûts d'immobilier seront désormais en-dehors du périmètre des investissements « hors-réseaux » sur lesquels la CRE souhaite laisser la main aux opérateurs. Il y a une incohérence manifeste à les mettre au CRCP. Ce système ôte une partie de l'incitation des opérateurs à gérer au mieux leurs achats et cessions d'actifs.

### ***Question 3 : Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?***

#### Traitement des coûts de démantèlement

Géométhane rappelle que, selon l'article L.452-1 du code de l'énergie, les tarifs d'utilisation des infrastructures «sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace. Ces coûts tiennent compte des caractéristiques du service rendu et des coûts liés à ce service, ainsi que des coûts résultant de l'exécution des missions de service public et des contrats mentionnés au I de l'article L.121-46».

En conséquence, l'ensemble des coûts liés à la fermeture et/ou démantèlement des infrastructures de stockage, passés et futurs, doivent être couverts par le tarif ATS au même titre que les autres coûts, dès lors que ces infrastructures ont contribué à la sécurité d'approvisionnement du pays.

Géométhane considère qu'une non couverture par la CRE du coût de démantèlement des sites de stockage lié aux évolutions de périmètre fixées par la PPE, constitue un risque additionnel qui devrait se traduire par une prime additionnelle à la prime de risque stockage, au-delà de la demande tarifaire initiale de Géométhane de +100 points de base.

### Provisions pour démantèlement au prorata-temporis

Géométhane accueille favorablement le principe d'une couverture des coûts de démantèlement dans le tarif régulé.

En revanche Géométhane considère que la totalité des coûts doit être couverte.

En termes de méthode et de perspective de mise en œuvre, Géométhane considère que :

- la couverture des coûts de démantèlement par le mécanisme proposé par la CRE ne pourrait se faire au détriment d'une prime de risque réhaussée, intégrée au CMPC, qui traduit les risques propres de l'activité stockage;
- le dispositif présenté à ce stade par la CRE dans la Consultation Publique reste à préciser en termes de valorisation, d'horizon et de taux d'actualisation ;
- en conséquence, le système nécessite des travaux complémentaires avant de pouvoir être intégré au tarif ATS.

Géométhane propose que ce risque soit traité par une couverture des coûts lorsque ceux-ci se matérialisent, ou par une prime additionnelle à la prime stockage dans le taux de rémunération des actifs (CMPC) dans l'ATS2.

### Couverture des coûts échoués

De plus, Géométhane note que la CRE n'explicite pas la couverture des éventuels coûts échoués qui pourraient être engendrés par l'évolution du périmètre PPE et la fermeture totale ou partielle de sites :

- les opérateurs de stockage devraient se rattacher au mécanisme inspiré par la régulation transport et explicité par la CRE en 2.1.2.3.1 ;
- la couverture des « autres coûts échoués » au « cas par cas » fait porter aux opérateurs de stockage un risque additionnel qui devrait se traduire dans cette prime spécifique regroupant le risque lié aux coûts de démantèlement et aux coûts échoués.

### Principe du CRCP

Géométhane avait proposé, dans sa réponse à la Consultation Publique du 14 février 2019 et dans son dossier de demande tarifaire pour la période ATS2, le maintien du fonctionnement actuel du CRCP avec en particulier le maintien du plafond d'apurement annuel à +/-5%.

Géométhane indique que le plafond d'apurement annuel à +/-2% du revenu autorisé, conduirait à un montant faible du CRCP pour Géométhane, du fait du niveau de son revenu autorisé.

### Perception du revenu autorisé

Géométhane est favorable au maintien des modalités de perception du revenu autorisé en vigueur.

**Question 4 : Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Géométhane est favorable au calendrier tarifaire envisagé pour l'ATS2 bien que le décalage avec le calendrier de la PPE (mise à jour tous les 5 ans) génère un risque additionnel.

Géométhane est favorable au maintien d'une clause de rendez-vous afin d'examiner les conséquences éventuelles de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires, et en particulier comme dans l'ATS1 les conséquences éventuelles de l'évolution du périmètre de régulation à l'occasion de la mise à jour de la PPE.

**Question 5 : Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Géométhane note que le passage d'une régulation 100% CRCP lors de l'ATS1 à une régulation incitative forte sur les CNE présente des risques liés à la maturité de la régulation de l'activité stockage.

Néanmoins Géométhane est d'accord avec les grands postes, tout en demandant à ce que soient prises en compte les spécificités du stockage suivantes :

Charges d'énergie (gaz et électricité) et achats et ventes de quotas de CO2

Géométhane indique que ce poste est très peu maîtrisable : le prix des commodités évolue avec l'évolution des marchés, et les opérateurs de stockage font face à une imprévisibilité forte de la demande qui s'explique par la nature même du stockage (fournisseur de flexibilité saisonnière et journalière, rôle majeur dans la sécurité d'approvisionnement du système gazier). Ce poste dépend donc en particulier des volumes cyclés, qui présentent une variabilité importante (plus importante que celles des charges de compression pour les opérateurs de réseaux).

En conséquence, Géométhane demande à la CRE de considérer une couverture du poste « Charges d'énergie (gaz et électricité) et achats et ventes de quotas de CO2 » à 90% dans le CRCP tout comme dans le tarif ATTM.

Consommables et effluents

Géométhane indique que ce poste (qui comprend le traitement des eaux de soutirage, la consommation de TEG, de méthanol, de THT, ...) est une spécificité du stockage. Ce poste variable est fortement corrélé à l'utilisation des stockages et donc au niveau d'activité tout comme les charges d'énergie.

Géométhane demande à la CRE de considérer une couverture du poste « Consommables et effluents » au CRCP de façon homogène aux Charges d'énergie, soit à 90% dans le CRCP.

Couverture des pénalités:

Sur la période ATS2, Géométhane estime que la mise en place d'un mécanisme incitatif relatif aux pénalités versées aux clients est de nature à inciter les opérateurs à la qualité de service, mais qu'un plafonnement du risque financier est nécessaire compte tenu du risque industriel géré par les opérateurs de stockage (en particulier la spécificité du risque sous-sol), et demande en conséquence une couverture par la régulation uniquement au-delà d'un montant substantiel de pénalités versées par l'opérateur aux clients.

**Question 6 : Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements d'un budget supérieur à 20 M€

Géométhane est favorable au principe de régulation incitative des investissements des grands projets.

Géométhane rappelle avoir proposé dans sa demande tarifaire l'application d'un tel principe pour les grands projets avec une bande de neutralité de 10% telle qu'en vigueur dans l'ATRT6.

Géométhane considère qu'une bande de 10% est plus adaptée que 5% :

- les projets de Géométhane sont des projets de rénovation d'installations existantes dits « brownfield », qui présentent par nature des difficultés d'intégration à l'existant. Des écarts de budget peuvent être générés en raison d'un périmètre de travaux difficilement maîtrisables :
  - le remplacement d'équipements en état de fonctionnement mais qui s'avère nécessaire pour des raisons de compatibilité avec les nouveaux équipements ;
  - le remplacement d'équipements, qui une fois inspectés lors de la phase de réalisation du projet, s'avèrent non-performants ;
- les projets de Géométhane ont lieu dans l'enceinte même du site en exploitation classés Seveso, ce qui génère des contraintes additionnelles, sources d'aléas, par rapport à des actifs isolés/neufs et ne nécessitant pas un tel niveau de prévention :
  - les conditions d'intervention sont complexes car elles se font dans le périmètre d'installations industrielles de type « usine » en fonctionnement : cette situation peut générer des décalages de planning ou des surcoûts en raison d'événements liés à l'exploitation (dépannages à proximité du chantier nécessitant son arrêt, arrêt de chantier lié à des interventions non compatibles avec l'activité du chantier : activités nécessitant un rejet de gaz ou une coupure électrique par exemple) ;
  - le classement Seveso des installations générant des aléas additionnels : aléas sur les autorisations de travail, aléas sur la coactivité avec des entreprises externes aux projets, aléas sur les consignations pour maîtriser les risques électriques et gaz, permis de travail...).

De plus Géométhane pointe l'importance de la date de définition du budget cible, qui doit être le plus près possible de la date de décision d'investissement.

Incitation à la maîtrise des coûts en dehors des grands projets

Géométhane est favorable, sur le principe, à une régulation incitative appliquée de façon aléatoire sur des projets ou des catégories de projets inférieurs à 20 M€, en supposant cependant une bande de neutralité de 10%. Néanmoins Géométhane s'inquiète de la complexité et de l'activité additionnelle générée par de tels audits.

Incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements « hors réseaux »

Géométhane s'interroge sur les bénéfices d'une régulation de type TOTEX sur les postes « hors réseaux », au regard notamment de la complexité additionnelle.

**Question 7 : Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

### Indicateurs relatifs aux indisponibilités des sites de stockage

Géométhane est favorable à la mise en place d'une régulation incitative à la qualité de service pour les opérateurs de stockage.

Concernant l'indicateur relatif au respect des programmes de maintenance, les périodes d'injection et de soutirage répondent à des contraintes différentes et il apparaît pertinent de les distinguer : pour chaque groupement, Géométhane est en mesure de publier une valeur dans chaque sens.

Concernant l'indicateur relatif aux incidents techniques, Géométhane propose de suivre le délai entre l'émission d'un UMM (Urgent Market Message) avec un impact sur les droits des clients et l'information complète fournie au marché (par message électronique ou par publication sur le site internet du stockeur via Storengy).

Géométhane partage l'avis de la CRE de ne pas inciter ces indicateurs au démarrage du tarif ATS2.

### Indicateurs relatifs à l'environnement

Géométhane est favorable à l'introduction d'indicateurs relatifs aux émissions de gaz à effet de serre et aux fuites de méthane avec une fréquence annuelle (un suivi mensuel ne paraît pas adapté à la forte saisonnalité de l'activité stockage).

Géométhane est particulièrement sensible aux enjeux environnementaux et affiche sa volonté de minimiser son empreinte environnementale et ses émissions de gaz à effet de serre en explorant tous les leviers à sa disposition.

Géométhane attire également l'attention de la CRE sur le fait que les opérateurs devront disposer des leviers permettant d'atteindre les objectifs qui seront fixés : cela passe à la fois par des dépenses de R&D, d'investissements ou de charges d'exploitation.

Géométhane partage l'avis de la CRE de ne pas inciter ces indicateurs au démarrage du tarif ATS2.

### ***Question 8 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?***

Géométhane rappelle que le dispositif de régulation stockage est fondamentalement différent des régulations tarifaires des opérateurs de réseaux :

- les revenus tirés de la commercialisation des capacités de stockage aux enchères viennent diminuer le montant de la compensation stockage payée par la collectivité ;
- il ne paraît pas pertinent de comparer le niveau de bonus/malus de commercialisation des opérateurs de stockage avec le niveau de bonus/malus de qualité de service des autres opérateurs régulés.

Géométhane est favorable à un mécanisme de bonus/malus qui incite réellement les opérateurs de stockage à maximiser les revenus de commercialisation et à abaisser ainsi le coût du stockage pour le client final, mais Géométhane estime que le mécanisme proposé par la CRE ne répond pas à cet objectif :

- le mécanisme de bonus/malus de 1% des premiums des enchères conduit à un montant très faible, qui présente une rupture avec le mécanisme en vigueur sur la période ATS1,
- il n'incite pas les opérateurs à mettre en œuvre les efforts commerciaux nécessaires à la maximisation des revenus par la maximisation des capacités vendues.

**Question 9 : Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?**

Comme précédemment indiqué en réponse à la Question 5, Géométhane considère que la fixation de pénalités clients dans les contrats de commercialisation relève d'un comportement efficace des opérateurs.

Géométhane est favorable au maintien de pénalités substantielles dans les contrats de commercialisation, dimensionnées à un niveau qui incite les opérateurs à la qualité de service vis-à-vis de leurs clients et prend en compte les pertes effectives des clients, plafonné à hauteur du prix d'achat en cohérence avec la pratique actuelle.

Par ailleurs, dans le cas où la CRE fixerait les pénalités dans l'ATS2, Géométhane demande que les pénalités décidées par la CRE ne s'appliquent qu'à compter du 1er avril 2021. En effet, Storengy France est contrainte par la CRE de publier son contrat d'accès au stockage dès le mois d'octobre, et ce dans le but de donner de la visibilité aux expéditeurs. Il serait incohérent que ce contrat soit modifié après les ventes de novembre.

**Question 10 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Géométhane considère que la R&D est l'un des enjeux majeurs des opérateurs d'infrastructures gazières pour la période tarifaire à venir :

- ce sont les travaux de R&D lancés sur les prochaines années qui permettront une transition réussie du gaz naturel fossile vers du gaz d'origine renouvelable (tels que biogaz, gaz de synthèse et hydrogène) ;
- ces travaux consistent à préparer l'adaptation des infrastructures à ces nouveaux gaz, mais également à soutenir des expérimentations et démonstrateurs.

L'incitation sur l'innovation et la R&D proposée est :

- un soutien important pour le développement de programmes innovants, comme ceux favorisant le stockage souterrain d'hydrogène, notamment en tirant profit d'installations existantes, ainsi que des programmes de réduction de l'empreinte environnementale.
- créatrice de valeur et d'emploi au niveau des territoires, en aidant au développement de nouvelles filières industrielles ou reconversion de filières existantes.
- Créative de savoir-faire dont l'industrie française devrait bénéficier

Géométhane est favorable au principe de régulation asymétrique proposé à la CRE qui, sous réserve d'une trajectoire correctement calée en niveau, encourage l'innovation et la transition vers les nouveaux gaz renouvelables et leur stockage.

Géométhane est également favorable au principe de révision de la trajectoire R&D à mi-période tarifaire, qui permet une réactivité accrue dans un secteur en mutation rapide, ainsi qu'à une transparence accrue.

Géométhane est favorable à l'association avec d'autres acteurs sur des projets R&D.

**Question 11 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?**



Les stockages souterrains de gaz naturel assurent un rôle clé dans la sécurité d’approvisionnement en gaz en France, avec la fourniture de plus d’un quart de la consommation française de gaz annuelle moyenne, et plus de la moitié de la consommation les jours de pointe en hiver.

A ce titre la qualité et la continuité de service sont des enjeux majeurs pour la collectivité et les opérateurs de stockage, et Géométhane se montre favorable à l’évolution vers un cadre tarifaire plus incitatif afin d’engager les opérateurs de stockage à la performance opérationnelle.

Mais Géométhane considère que les niveaux de charges d’exploitation et de taux de rémunération des actifs envisagés à ce stade par la CRE ne lui permettent pas d’assurer un service de qualité dans des conditions de sécurité et de fiabilité adaptées au regard du risque industriel géré par l’entreprise.

**Géométhane souhaite rappeler que l’entrée en régulation a eu comme effet de lui amputer 12% de son revenu par rapport à la moyenne 2014-2016. Les revenus proposés par la CRE dans la consultation ATS2 baissent une nouvelle fois le revenu de Géométhane.**

Le retour à des niveaux élevés d’utilisation des stockages par les clients a fortement sollicité l’outil industriel et a mis en évidence la nécessité de renforcer la rénovation et la fiabilité du site, en particulier compte tenu de son âge.

Le périmètre régulé a évolué :

- Initialement, il intégrait l’ensemble des sites en exploitation commerciale, les sites en exploitation réduite (sous-cocon) et les projets de développement en France.
- Le décret n°2018-1248 du 26 décembre 2018 a exclu les sites en exploitation réduite de la liste des infrastructures nécessaires à la sécurité d’approvisionnement en France ainsi que tout nouveau projet de développement. L’arrêté paru au Journal Officiel du 16 février 2019 a fixé une durée de deux ans de préavis avant l’exclusion des sites en exploitation réduite du périmètre régulé.

Les projets de Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) et de Programmation pluriannuelle de l’énergie (PPE) présentés fin 2018 conduisent à une augmentation du risque de l’activité gaz :

- Les travaux de Programmation Pluriannuelle (périodes 2019-23 et 2024-28), ainsi que les scénarios retenus pour la Stratégie Nationale Bas Carbone (2030-2050) proposent des trajectoires de consommation gazière dont l’orientation fortement baissière constitue une rupture par rapport aux scénarios antérieurs ;
- Les opérateurs de stockage sont touchés en priorité, avec un risque estimé dans la PPE de baisse du besoin de capacités de stockage qui pourrait conduire à réviser la liste des infrastructures de stockage nécessaires à la sécurité d’approvisionnement.

**La demande tarifaire de Géométhane pour la période ATS2 reflète les conséquences de ces évolutions**



La demande tarifaire de Géométhane pour la période ATS2 prend en compte les conséquences des changements significatifs intervenus au cours de la première période tarifaire ATS1 :

- Une remise à niveau des charges d'exploitation et des investissements afin d'exploiter l'outil industriel dans des conditions de sécurité et de fiabilité adéquates sur l'ensemble du périmètre confirmé dans la prochaine PPE.
- Une revalorisation du CMPC et de la prime spécifique stockage afin de refléter les nouveaux risques portés par les opérateurs d'infrastructures gazières, et de stockage en particulier.
- Un budget R&D dimensionné pour conduire les activités de recherche et d'innovation nécessaires pour jouer un rôle majeur dans la transition énergétique en offrant l'opportunité de stockage des quantités massives de gaz renouvelables.

**La fourchette de CMPC présentée dans la Consultation Publique ne prend pas en compte les conséquences de ces changements significatifs.**

***Sur le CMPC :***

#### ***Taux de base transport***

Géométhane salue le travail de la CRE qui a exclu la fourchette basse du CMPC évaluée par les auditeurs externes. Cependant Géométhane considère que le risque additionnel lié aux travaux de Programmation Pluriannuelle (périodes 2019-23 et 2024-28), ainsi que les scénarios retenus pour la Stratégie Nationale Bas Carbone (2030-2050) justifient de retenir un CMPC pour l'activité transport au-delà de la fourchette haute affichée à ce stade par la CRE.

#### **ADDENDUM :**

Le Projet de Loi de Finance du Gouvernement publié vendredi 27 septembre 2019 introduit une trajectoire différente de l'impôt sur les sociétés par rapport à celle connue et utilisée par Géométhane dans sa demande de revenu autorisé pour la période ATS2 et par le régulateur dans la présente Consultation Publique.

Ce projet prévoit un impôt sur les sociétés de 28,02% en moyenne sur la période tarifaire ATS2, contre 26,99% jusqu'alors.

Par souci d'efficacité et de cohérence entre opérateurs d'infrastructures gazières, et compte tenu des différences de calendrier d'établissement de leur tarif respectif, Géométhane demande à ce que cette nouvelle trajectoire d'impôt sur les sociétés soit prise en compte dans l'établissement définitif des tarifs, ce qui conduit à un relèvement mécanique du CMPC (par rapport à la demande de Géométhane et la fourchette présentée par la CRE).

#### ***Prime spécifique stockage***

Géométhane réaffirme qu'une prime stockage de +100 points de base par rapport au CMPC des opérateurs de transport se justifie pleinement au regard des risques avérés et spécifiques que portent les opérateurs de stockage :

- Les opérateurs de stockage sont soumis aux risques liés à la gestion de gaz en milieu ouvert (risque de migration du gaz, de réactions chimiques dans le sous-sol et de remontées d'eau

au soutirage), avec du gaz non-traité sur une partie de leur process (risque de corrosion, nécessité process déshydratation...).

- La forte profondeur des cavités implique également de gérer du gaz physiquement inaccessible en cas de risques géologiques ou techniques et cela à des niveaux de pression très supérieurs au transport (200 bars).
- Le stockage présente par ailleurs la caractéristique d'être un outil industriel dont la performance dépend de l'utilisation passée, ce qui accroît l'incertitude, le risque d'exploitation et donc de valorisation des stockages.
- Enfin, les stockages sont des Installations Seveso, avec des risques sécurité importants, et une fonction vitale pour la sécurité d'approvisionnement : 25% de la consommation française est stockée, et 50% de la demande de pointe hivernale est couverte par les émissions des stockages

Par ailleurs, depuis l'entrée en régulation dont les travaux préparatoires se sont déroulés en fin d'année 2017, le contexte énergétique et les perspectives ont considérablement évolué pour les opérateurs gaziers, et en particulier les opérateurs de stockage :

- A court terme, les sites sous-cocon et les sites en développement ont été sortis du périmètre régulé par l'arrêté du 26 décembre 2018.
- À plus long terme, les travaux de Programmation Pluriannuelle (périodes 2019-23 et 2024-28), ainsi que les scénarios retenus pour la Stratégie Nationale Bas Carbone (2030-2050) proposent des trajectoires de consommation gazière dont l'orientation fortement baissière constitue une rupture par rapport aux scénarios antérieurs. En particulier, ces scénarios prévoient des consommations minimales dans les secteurs domestique et tertiaire (chauffage des bâtiments) présentant une forte modulation été/hiver et générant actuellement une grande partie du besoin en stockage.

En cas de réalisation de ces scénarios, le risque qui pèse sur le besoin en modulation et par là-même sur le besoin stockage se trouve, de facto, considérablement accru. Cet accroissement du risque marché justifie une révision à la hausse de la prime de risque stockage.

Enfin, une couverture du risque réglementaire relatif au démantèlement futur devrait se traduire par une prime additionnelle à la prime de risque stockage de +100 points de base qui figure dans la demande tarifaire initiale de Géométhane.

#### **ADDENDUM :**

Géométhane indique que le régulateur doit s'assurer de la cohérence de l'ensemble des paramètres constitutifs du calcul du CMPC pour chaque activité. Il existe une déconnexion dans le temps des risques et des perspectives des activités transport et stockage, ce qui justifie le recours systématique à l'approche directe. Géométhane considère que la méthodologie par approche directe du calcul d'une juste rémunération de l'activité d'opérateur de stockage tenant compte de ses spécificités propres conduirait à un CMPC plus élevé que ce que donne le haut de la fourchette indiquée par le régulateur.